



Canada



Focus : « Appel à la
mobilisation des
hommes et des
garçons »



MenEngage Alliance

working with men and boys for gender equality

fJ FemJust
Feminist Solutions towards Global Justice

Ce que nous avons entendu:

Rapport des tables rondes sur la mobilisation des hommes et des garçons pour faire avancer l'égalité des genres

Le discours sur la mobilisation des hommes et des garçons varie selon les provinces et les territoires du Canada. Les médias sociaux, les enquêtes journalistiques et les campagnes publiques progressistes ont favorisé une meilleure compréhension du sujet et ont permis au public d'établir des liens entre les masculinités préjudiciables et la discrimination fondée sur le genre. Cela a rendu le patriarcat devenu réel, tangible et visible. Une politique fédérale de prévention et de traitement de la VBG est actuellement en place, toutefois il n'existe pas de politique nationale, qui impliquerait un processus de collaboration et à laquelle les provinces devraient se soumettre.

Ce document fait partie d'une série d'examen des politiques menés par FemJust et l'Alliance MenEngage.

Pour en savoir plus sur la méthodologie utilisée pour examiner cette politique et la manière dont vous pouvez l'utiliser pour tenir responsables les décideurs et les institutions chargées de la mise en œuvre des politiques, du niveau national au niveau mondial, veuillez consultez le site menengage.org/advocacy.

La politique a été évaluée de manière indépendante, à travers un cadre méthodologique d'évaluation ayant pris en compte une série de critères spécifiques. Des données qualitatives et quantitatives ont été collectées à partir d'entretiens, d'examen de documents et de réponses à des enquêtes.

Les personnes interrogées lors des entretiens comprennent des s activistes féministes, LGBTQI et activistes de la jeunesse, ainsi que des représentant.e.s du gouvernement et des Nations unies et des chercheurs.euses. Pour en savoir plus sur la méthodologie et les résultats détaillés pour le Canada et les autres pays évalués, consultez le site menengage.org/advocacy.

REMARQUE:

Étant donné que le processus politique n'a pas encore atteint la phase de mise en œuvre, nous n'avons pas pu collecter suffisamment de données pour développer une fiche d'évaluation pour ce pays, par conséquent nous partagerons seulement l'étude de cas ci-dessous.

www.menengage.org

Quels aspects de la politique ces outils méthodologiques vous aident-ils à analyser ?

La politique sera analysée en fonction de son alignement sur les cadres suivants, pris en compte pour toutes les phases du processus politique :

1.

Analyse féministe intersectionnelle

2.

Approche basée sur les droits humains

3.

Modèle socio-écologique

L'approche de la politique en matière d'engagement des hommes et des garçons par le biais d'un processus féministe de la politique est évaluée en fonction de quatre axes :



Quels sont les critères d'une politique transformatrice en matière de genre ?

Une politique transformatrice en matière de genre vise à : démanteler les normes sociales et de genre nuisibles et oppressives, à créer de nouvelles normes positives pour toutes les identités et expressions de genre et à redistribuer les formes de pouvoir et de privilèges liées au genre et aux autres formes intersectionnelles de pouvoir et des privilèges. Elle met également en pratique les principes des droits humains de participation, d'autonomisation, de redevabilité et de transparence et met l'accent sur les personnes les plus touchées et les plus marginalisées, entre autres.

Elle conceptualise et analyse de manière appropriée le problème sur lequel elle se concentre – par exemple, l'inégalité entre les genres ou la violence basée sur le genre et les effets néfastes sur la santé sexuelle et reproductive. Cette conceptualisation implique l'identification des déséquilibres de pouvoir créés par les normes et les stéréotypes de genre et les modalités dont ceux-ci s'entrecroisent avec d'autres formes d'oppression. Elle ne perpétue pas les normes et stéréotypes de genre existants dans son cadrage, ses hypothèses ou ses stratégies.

Elle reconnaît le leadership des mouvements féministes et queer et les implique de manière significative à toutes les étapes du processus de la politique, de la conception jusqu'à la mise en œuvre et l'évaluation. De manière fondamentale, une politique transformatrice en matière de genre est redevable envers toutes les personnes qui ont été historiquement opprimées par les normes patriarcales, la discrimination et la violence, y compris les filles, les femmes, les personnes transgenres, non-binaires et queer.

Lorsqu'une politique transformatrice en matière de genre implique les hommes et les garçons, elle vise une société, des institutions sociales et politiques et un cadre politique plus justes en matière de genre. Des stratégies spécifiques convoquent ces aspects et permettent la reconnaissance et le démantèlement des rapports de pouvoir et des privilèges patriarcaux par le biais d'une approche féministe intersectionnelle. Les stratégies visant l'engagement des hommes et des garçons ne fonctionnent pas de manière autonome, mais font partie d'un cadre stratégique compréhensif visant à parvenir au changement et à l'égalité de genre.

En 2017, Femmes et Égalité des genres Canada (FEGC)¹ a initié une série de tables rondes qui ont réuni plus de 200 participant.e.s pour discuter de l'engagement des hommes et des garçons en faveur de l'égalité des genres, dans le contexte des étapes initiales de l'élaboration d'une stratégie fédérale par le gouvernement. Ruban Blanc (White Ribbon), une organisation qui œuvre pour l'engagement des hommes et des garçons en faveur de la prévention de la VBG, a aidé le gouvernement à conceptualiser et à élaborer un cadre pour les consultations organisées sous forme de table ronde. Malheureusement, le manque de temps et de ressources financières pour s'assurer que les orientations sont le résultat d'une collaboration plus large ont empêché une participation élargie au processus de conceptualisation, y compris en ce qui concerne les partenariats avec le mouvement féministe.

Les consultations ont eu lieu en 2017, toutefois le lancement du rapport, publié en novembre 2019, a pris deux ans et de plus, le gouvernement s'abstient de prendre des engagements dans celui-ci.

1. Femmes et Égalité des genres Canada, anciennement Condition féminine Canada, est un ministère fédéral du gouvernement du Canada.

« Dans le contexte du féminisme des 70 dernières années, nous avons pu discuter des rôles et de l'identité des femmes, mais la conversation parallèle avec, pour et sur les hommes n'a pas eu lieu. »

UN INFORMATEUR CLÉ

Quel est le contexte d'émergence de la politique ?

L'héritage historique de la tuerie de l'École polytechnique de Montréal, au Québec, les mouvements plus récents #MeToo et #TimesUp, ainsi que d'autres cas très médiatisés de misogynie et de violence conjugale et interpersonnelle, comme l'attaque à la voiture-bélier au nom de la mouvance « Incel²» à Toronto, la tuerie en Nouvelle-Ecosse, l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, mais aussi les appels croissants à l'intersectionnalité et à l'antiracisme lancés par le mouvement Black Lives Matter, ont modifié la conscience sociale du pays et ont fait resurgir de nombreuses discussions importantes sur la VBG et les inégalités entre les genres. Tandis que les activistes, les défenseur.e.s, la société civile et le gouvernement mènent des débats sur les moyens de faire progresser l'égalité de genre dans ce nouveau moment, on assiste également à une conscience grandissante du rôle essentiel que les hommes et les garçons doivent assumer dans le démantèlement du patriarcat afin de faire progresser les efforts pour atteindre l'égalité de genre.

Le discours sur l'implication des hommes et des garçons varie selon les provinces et les territoires du Canada. Largement déterminées par les orientations idéologiques des gouvernements provinciaux, diverses perspectives et approches ont vu le jour, visant à soutenir le travail d'implication et de mobilisation des hommes (par exemple, une approche libérale progressiste inspirée par le féminisme, une approche « intransigeance envers la criminalité » ou « tough on crime » et d'un autre côté, des diminutions des financements accordés aux programmes sociaux, ce qui entraîne un soutien très limité, voire nul). Simultanément, les

2. Le terme « Incel » désigne la culture des communautés en ligne des « célibataires involontaires » (principalement de jeunes hommes hétérosexuels cisgenres), unis par leur incapacité commune à trouver un partenaire sexuel ou romantique et leur haine des femmes.

médias sociaux, le journalisme d'investigation et les campagnes publiques progressistes ont permis au public de mieux comprendre et d'établir des liens entre les masculinités préjudiciables et la discrimination basée sur le genre. Le patriarcat est ainsi devenu réel, tangible et visible.

La visibilité croissante des hommes qui se sont engagés dans ce travail au sein des espaces féministes, ainsi que le nombre croissant de groupes d'hommes bénéficiant des financements pour leur travail sur l'engagement des hommes et des garçons, ont contribué aux tensions. Les organisations féministes et de défense des droits des femmes, qui ont été chroniquement sous-financées et sous-évaluées pendant des décennies, s'inquiètent du fait que les ressources s'orientent vers le domaine de l'engagement des hommes, tandis que leurs organisations, qui mènent les efforts de prévention de la violence, manquent de ressources. D'autres interrogations portent sur la question de savoir à qui incombe la responsabilité d'assumer le travail de l'engagement des hommes et comment cela pourrait changer les récits sur le travail de prévention de la violence au Canada. À cela s'ajoutent d'autres tensions (portant par exemple sur l'approche et le langage utilisés), ainsi que la différence entre les discours académiques et ce qui est considéré comme étant réellement efficace au niveau communautaire lorsqu'il s'agit d'impliquer les hommes et les garçons.

Les activistes qui œuvrent pour l'implication des hommes et des garçons mettent leurs efforts en commun par le biais de divers points d'entrée (par exemple, la santé mentale et le bien-être, les arts et la culture) et des approches spécifiques qui résonnent avec la diversité des expériences des hommes ont émergé, avec des activistes racialisé.e.s et indigènes ayant tendance à utiliser la perspective de l'équité raciale et de l'anticolonialisme dans leur remise en question de la « virilité » et de la masculinité.



Comment s'est déroulé le processus de conception de la politique ?

En 2017, Femmes et Égalité des genres Canada (FEGC)³ a initié une série de tables rondes qui ont réuni plus de 200 participant.e.s pour discuter de l'engagement des hommes et des garçons en faveur de l'égalité des genres, dans le contexte des étapes initiales de l'élaboration d'une stratégie fédérale par le gouvernement. Ruban Blanc (White Ribbon), une organisation qui œuvre pour l'engagement des hommes et des garçons en faveur de la prévention de la VBG, a aidé le gouvernement à conceptualiser et à élaborer un cadre pour les consultations organisées sous forme de table ronde. Dans le cadre de ce processus, un document d'orientation a été élaboré par FEGC, avec de nombreuses recommandations formulées par l'organisation Ruban Blanc, que le gouvernement a pris en compte. Malheureusement, le manque de temps et de ressources financières pour s'assurer que les orientations sont le résultat d'une collaboration plus large ont empêché une participation élargie au processus de conceptualisation, y compris en ce qui concerne les partenariats avec le mouvement féministe.

Les tables rondes ont réuni un large éventail d'acteurs clés, parmi lesquels des organisations communautaires, des acteurs du marché du travail et du secteur privé, ainsi que des leaders communautaires et des défenseur.e.s des droits LGBTQI, des personnes autochtones, des personnes racisées, des immigrant.e.s et des jeunes, parmi d'autres. Les tables rondes ont eu lieu dans huit endroits différents dans le pays et les défenseur.e.s et les activistes membres de ces mouvements ont eu la possibilité de participer à toutes les tables rondes, afin de garantir l'intégration d'une diversité de perspectives. Les informateurs clés ont souligné que le processus en cause était réellement participatif et transparent, mais ont exprimé des interrogations au regard de l'influence que la dynamique de pouvoir inhérente à la facilitation des tables rondes par le gouvernement aurait pu avoir sur le degré d'ouverture de la participation de la société civile.

3. Femmes et Égalité des genres Canada, anciennement Condition féminine Canada, est un ministère fédéral du gouvernement du Canada.



Comment les masculinités sont-elles abordées par le contenu de la politique ?

Les tables rondes ont permis aux participant.e.s de partager leurs expériences en matière d'engagement des hommes et des garçons pour l'égalité des genres et ont permis de mieux cibler la stratégie du gouvernement. Quatre thèmes clés ont émergé à partir des principes clés et des résultats basés sur les discussions :



A. « CERNER LES COMPORTEMENTS PERSISTANTS QUI CONTRIBUENT À L'INÉGALITÉ EN VUE DE COMMENCER À S'EN DÉFAIRE. »

« PRINCIPE CLÉ :

- Mettre l'accent sur l'inclusion et le respect des différentes expériences. »

Les principales conclusions soulignent la nécessité de tenir les hommes pour responsables avec compassion, en s'attaquant aux comportements préjudiciables, tout en mobilisant les hommes (par exemple à travers des campagnes de sensibilisation) dans le cadre des efforts visant à atteindre l'égalité de genre. Les participant.e.s ont souligné que pour sensibiliser les hommes et les garçons autochtones, l'adoption d'une approche ancrée dans la culture et tenant compte du travail de réconciliation en cours est nécessaire.



B. « REMETTRE EN QUESTION ET CHANGER LES NORMES, ATTITUDES ET COMPORTEMENTS NÉGATIFS PAR LA RESPONSABILISATION ET LA GUÉRISON. »

« PRINCIPES CLÉS :

- Prévoir un espace pour les approches de guérison et de justice réparatrice pour les individus et les communautés.

- Les efforts doivent avoir un effet transformateur sur les inégalités entre les genres, ce qui signifie remettre en question et changer les attitudes et les comportements qui causent du tort. Il ne suffit pas de travailler à l'objectif de l'égalité des genres ou d'organiser des ateliers pour les hommes. Les hommes et les garçons doivent diriger la transformation des éléments de la masculinité qui causent du tort aux autres, ainsi qu'aux hommes et aux garçons. »

Façonner les comportements de manière positive a été identifié comme étant une bonne pratique dans les efforts visant à remettre en question les normes et les comportements préjudiciables chez les acteurs du monde de l'entreprise et chez les jeunes. Les participant.e.s ont également souligné l'importance de l'utilisation des approches de guérison et de justice réparatrice lorsque cela est souhaité (par exemple, dans les communautés autochtones), en tant que moyen de guérir les traumatismes et comme forme de justice.

Les principales conclusions de cette deuxième thématique comprennent la nécessité d'un financement durable et à long terme, qui ne détourne pas les ressources destinées aux femmes et aux filles, tout en développant un flux de financement différencié pour les hommes et les garçons autochtones et les communautés autochtones, en reconnaissance du passé colonial du pays. Une deuxième conclusion clé concerne la nécessité d'impliquer les hommes dans la lutte contre les normes néfastes dans l'espace domestique, dans la communauté et sur le lieu de travail, en mettant l'accent sur les jeunes hommes et les garçons.



C.« SOUTENIR LES EFFORTS PAR LA CRÉATION DE RÉSEAUX, LE PARTAGE DE CONNAISSANCES ET LA PRISE DE MESURES. »

« PRINCIPE CLÉ :

- Promouvoir la collaboration et les partenariats pour élargir les connaissances et les ressources, et mieux en tirer parti.
- Mettre l'accent sur des approches fondées sur des données probantes et des résultats réalistes. »

Les participant.e.s ont souligné que l'engagement des hommes et des garçons aura besoin du temps et des efforts soutenus, tout en remarquant que ce travail peut être construit à partir du riche travail des mouvements qui visent à obtenir des droits et l'égalité au Canada. Le gouvernement a un rôle important à jouer en soutenant la recherche et la production de connaissances, afin de soutenir le travail sur l'engagement des hommes et des garçons.

Les principales conclusions soulignent la nécessité d'un leadership fédéral. Cela nécessiterait une approche pangouvernementale selon laquelle les lois, les politiques et les mandats seraient modifiés ou alignés sur le principe d'une égalité durable entre les genres. Un informateur clé a toutefois déploré une occasion manquée, car l'implication des hommes et des garçons dans le travail de prévention de la violence n'était pas suffisamment pris en compte dans cette optique. D'un autre côté, les participant.e.s ont également noté le rôle du gouvernement dans la promotion et le soutien du travail des organisations, en facilitant le partage d'informations entre le gouvernement, la société civile et les communautés et en collectant des référentiels et des indicateurs sur les perceptions, les rôles des genres et les avantages de l'égalité de genre pour les hommes et les garçons.



D. « RESPONSABILISATION ET RARETÉ DES RESSOURCES. »

« PRINCIPES CLÉS :

- Les ressources destinées à mobiliser les hommes et les garçons ne doivent pas être tirées des ressources qui sont consacrées à promouvoir l'égalité des genres pour les femmes et les filles ou aux efforts pour soutenir les personnes non binaires. »

Les participant.e.s à la table ronde ont passé en revue les ressources consacrées à l'engagement des hommes et ont exprimé des inquiétudes qui reflètent les préoccupations des mouvements de femmes dans le monde. Tout en reconnaissant la nécessité d'un financement durable à long terme, une conclusion clé a mis l'accent sur la nécessité de nouveaux investissements plutôt que de détourner les ressources des personnes qui travaillent dans le domaine des droits des femmes et des filles. De plus, les efforts visant à mobiliser les hommes et les garçons doivent être redevables envers les mouvements des femmes et les mouvements LGBTQI.

Dans l'ensemble, les participant.e.s aux tables rondes ont pu offrir un aperçu particulièrement riche des modalités dont les hommes et les garçons pourraient être mobilisés en faveur de l'égalité des genres. Cependant, les informateurs clés qui travaillent principalement sur l'engagement des hommes ont exprimé des préoccupations sur l'avancement du travail d'engagement des hommes à l'occasion des consultations. Un informateur clé a souligné que plutôt que d'adopter une approche de type « nous sommes ici pour écouter », comme cela a été le cas pendant les consultations, le gouvernement pourrait jouer son rôle en facilitant un dialogue ou une médiation, difficiles mais productifs. Par exemple, citant son propre travail, un informateur clé a suggéré un financement par le gouvernement des opportunités qui réuniraient des hommes familiers avec le travail sur les traumatismes masculins et des groupes d'hommes qui ont peu accès à ces services, ainsi que des activistes féministes spécialisé.e.s dans l'égalité des genres et la lutte contre la VBG. Ce type de collaboration et de dialogue pourrait permettre d'amorcer une compréhension de base des traumatismes historiques, de la responsabilité et des moyens d'impliquer de manière significative les hommes et les garçons. Cette approche pourrait agir comme une force de guérison pour les femmes, les hommes et les personnes LGBTQI.

Le processus d'élaboration de la stratégie soutient plutôt qu'il n'empiète sur les engagements financiers importants pris par le gouvernement pour promouvoir l'égalité de genre. Le budget fédéral de 2019 a alloué 160 millions de dollars canadiens en nouveaux fonds aux organisations de défense des droits des femmes sur cinq ans, portant l'investissement dans les organisations de femmes à 100 millions de dollars canadiens par année d'ici 2023-2024. Ces financements se proposent de soutenir les organisations de défense des droits des femmes dans leur travail visant à répondre aux causes profondes des inégalités entre les genres. Le gouvernement a financé les sessions de la table ronde, ainsi que la recherche à partir d'un budget spécifique qui mettait l'accent sur l'implication des hommes et des garçons pour l'égalité des genres, reconnaissant la nécessité pour ce travail de ne pas interférer ou concurrencer le financement du travail pour les droits des femmes.



Les prochaines étapes

L'« Appel à la mobilisation des hommes et des garçons » a pour but de façonner les stratégies potentielles qui pourraient être élaborées ; toutefois, même si le gouvernement dispose désormais d'une meilleure visibilité après les tables rondes afin de faire avancer son travail sur l'engagement des hommes et des garçons, les étapes que le gouvernement va entreprendre par la suite ne sont pas certaines. Bien que les consultations aient eu lieu en 2017, le lancement du rapport, publié en novembre 2019, a pris deux ans, et malgré cela, le gouvernement s'abstient de prendre des engagements dans celui-ci. Les informateurs clés ont souligné que le rapport couvrirait principalement des terrains connus (c'est-à-dire les actions des organisations), plutôt que de partager des informations sur les actions futures du gouvernement ou sur la coordination du travail en matière de VBG et les ressources potentielles, entre autres points d'intérêt. D'un autre côté, le rapport reconnaît largement l'importance de travailler avec les hommes et les garçons pour atteindre l'égalité des genres et le rôle du gouvernement en matière de leadership, d'organisation, de soutien et de financement, sans toutefois détailler ces points.

Une politique fédérale de prévention et de réponse à la VBG existe actuellement, toutefois il n'y a pas de politique nationale, qui impliquerait un processus de collaboration et à laquelle les provinces devraient se soumettre. Les activistes féministes et les activistes militant pour les droits des femmes ont exprimé leur inquiétude quant à l'élaboration d'une stratégie d'engagement des hommes et des garçons qui ne serait pas intégrée à une politique nationale sur la VBG. Similairement, les activistes pro-féministes⁴ s'identifiant en tant qu'hommes conviennent que toute stratégie potentielle devrait s'inscrire dans le cadre d'une politique nationale sur la VBG.

Les organisations et les défenseur.e.s qui travaillent sur l'engagement

4. Le Centre Hommes et Masculinités de l'Université du Massachusetts à Amherst définit le pro-féminisme ainsi : « Être pro-féministe signifie principalement s'appuyer sur des analyses féministes de la société. Cela implique un engagement envers une remise en question de l'oppression des femmes, du sexisme et des injustices du système binaire de genre. Être pro-féministe signifie être conscient des expériences des femmes et les placer au centre de l'analyse, non pas pour excentrer les hommes, mais pour élargir la perspective. »

des hommes et des garçons expriment également une préoccupation constante quant à l'accent mis par le gouvernement sur le financement de la prévention « en aval » ou secondaire et tertiaire, plutôt que de mettre l'accent sur une approche visant la prévention secondaire, tertiaire et primaire à la fois. Bien que les investissements du gouvernement dans les organisations de défense de l'égalité des genres et des droits des femmes aient considérablement augmenté au cours des dernières années, un informateur clé a noté que cela n'a pas soutenu de manière significative le travail visant à impliquer les hommes et les garçons : les financements ont été destinés en grande partie aux organisations des femmes axées sur les approches secondaires et tertiaires. Un deuxième informateur clé a ajouté que les efforts de prévention primaire, qui sont axés sur l'action en amont (c'est-à-dire les interventions qui visent à mettre fin à la violence avant qu'elle ne commence, par exemple en identifiant les causes profondes ou les facteurs de la violence), sont les principaux axes dans lesquels s'inscrit actuellement le travail d'engagement des hommes et des garçons au Canada. Les informateurs clés ont également souligné qu'une approche intégrée et globale axée sur l'ensemble du continuum de la prévention permettrait d'aborder la prévention de la violence de manière plus holistique et de démanteler les structures ancrées.

Certains progrès ont été réalisés. En 2019, le gouvernement a annoncé des investissements de plus de 560 000 dollars canadiens en faveur de quatre projets axés sur l'engagement des hommes et des garçons pour l'égalité des genres. Dans le cadre de ces investissements, le gouvernement a soutenu Shift : Le projet pour mettre fin à la violence domestique et Next Gen Men, afin de produire des connaissances sur ce à quoi pourrait ressembler un partenariat entre des leaders pro-féministes s'identifiant comme hommes et des organisations féministes et de défense des droits des femmes, ainsi que sur les modalités dont leurs efforts pourraient être coordonnés au Canada et la possibilité d'un résultat visant une recommandation de création d'un réseau national de groupes féministes et pro-féministes soutenant le gouvernement dans l'élaboration d'une politique nationale sur la VBG. Malheureusement, bien que le gouvernement ait financé ce projet, il n'a pas été réceptif aux prochaines étapes.



Les informateurs clés ignorent quelles seront les prochaines actions du gouvernement en vue d'une stratégie visant l'engagement des hommes et des garçons et aucune information n'a été mise à la disposition du public à ce sujet.

Un examen plus approfondi des autres études de cas

Dans le cadre de cette initiative, nous avons évalué d'autres politiques nationales, notamment:

Costa Rica	Política nacional para la atención y la prevención de la violencia contra las mujeres de todas las edades Costa Rica 2017-2032 (Politique nationale sur l'élimination et la prévention de la violence à l'égard des femmes de tous âges 2017-2032).
République tchèque	Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes en République tchèque 2014-2020
Indonésie	Règlement gouvernemental n° 61/2014 sur la santé reproductive
Mexique	Estrategia Nacional para la Prevención del Embarazo en Adolescentes (Stratégie nationale pour la prévention de la grossesse chez les adolescentes)
Rwanda	Politique nationale de lutte contre la violence sexiste, 2011
Sri Lanka	Cadre politique et Plan d'action national pour la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (VSS) au Sri Lanka (2016-2020)
Trinité-et-Tobago	Politique nationale sur le genre et le développement : livre vert, 2018
Turquie	Plan d'action national contre la violence à l'égard des femmes (2016-2020)

Thèmes transversaux dans les fiches d'évaluation

Certains thèmes clés se retrouvent dans toutes les fiches d'évaluation pays:

De manière presque systématique, les **inégalités basées sur le genre** ne sont pas entièrement comprises, particulièrement en ce qui concerne la manière dont les normes patriarcales conduisent au contrôle social de la sexualité, des comportements sexuels, du corps et des identités de genre et la manière dont cela entraîne l'oppression et la violence, non seulement à l'égard des femmes, mais aussi à l'égard des hommes queer et transgenres, des personnes intersexes et non binaires.

Un décalage entre les objectifs déclarés d'une politique et sa **mise en œuvre** sur le terrain, qui peut être faible, voire inexistante, peut souvent être observé. Il arrive même qu'une politique solide ait été adoptée, mais que le gouvernement mine activement l'égalité de genre et les droits des femmes et des personnes LGBTQI à travers ses actions.

Les **groupes et organisations LGBTQI** sont la plupart du temps absents des processus de conception, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques axées sur l'égalité de genre, la violence basée sur le genre et la santé sexuelle et reproductive.

Dans l'ensemble, les **ressources humaines et financières** sont insuffisantes pour une mise en œuvre efficace des politiques examinées. Bien souvent, les budgets nationaux ne disposent pas d'un système et/ou de la transparence nécessaires pour assurer le suivi des fonds alloués à la mise en œuvre des politiques spécifiques.

Presque toutes les politiques incluent des **stratégies transformatrices en matière de genre** visant à mobiliser les hommes et les garçons, un accent sur le changement des connaissances, des attitudes et du comportement des hommes et des garçons, une remise en question des normes sociales et des stéréotypes oppressifs, l'adoption par les institutions sociales des programmes et politiques transformateurs en matière de genre, ainsi que le renforcement du cadre juridique et politique en faveur de l'égalité de genre.

La plupart des politiques disposent de mécanismes de redevabilité adéquats, sous forme de **stratégies de suivi et d'évaluation** ; toutefois, le financement et les activités sont insuffisants. En outre, les indicateurs qui doivent permettre le suivi des progrès sont souvent quantitatifs et axés sur les réalisations ou les résultats, plutôt que sur les processus ou l'impact.

Vous souhaitez appliquer ce cadre méthodologique à une politique nationale, régionale ou mondiale?

Le paquet méthodologique est un outil visant à soutenir les efforts des membres de l'Alliance MenEngage et d'autres défenseur.e.s de la cause des femmes pour faire avancer les politiques et les programmes transformateurs en matière de genre.

Le paquet méthodologique, en tant que ressource d'accompagnement des études de cas et des fiches d'évaluation, peut être utilisé et adapté pour analyser d'autres politiques nationales, régionales ou mondiales.

Le processus et les ressources pour reproduire ces initiatives sont consultables sur le site web menengage.org/advocacy.

